

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Rien-ne-va-plus-pour-le-Groupe-Suez-en-Argentine-aussi-bien-Sita-Cliba-qu-Aguas-Argentinas-pourraient-etre-en-difficulte-avec-leur>

# Rien ne va plus pour le Groupe Suez en Argentine, aussi bien Sita-Cliba qu'Agua Argentinas pourraient être en difficulté avec leur concession.

Date de mise en ligne : mercredi 23 février 2005

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Les manquements de l'entreprise *Sita-Cliba***, du groupe français Suez, ont été sanctionnées par le gouvernement argentin. Si elle récidive, elle pourrait perdre la concession. Sita-Cliba travaille depuis sept ans dans la même zone de la Capitale argentine.

Par [Página 12](#)

Buenos Aires, 23 février 2005

Encore un autre jour avec des montagnes d'ordures dans plusieurs rues *portegnas* (de Buenos Aires)

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-372.jpg>] "Cliba fait ses excuses aux habitants de la ville", c'est le titre du communiqué de l'entreprise, qui compte parmi celles qui ont la charge du ramassage des ordures de la capitale, pour informer de son comportement à ce second jour de travail dans le cadre du nouveau contrat avec le gouvernement *portegno*.

La répétition de ce paysage de sacs noirs remplis a d'abord frappé les habitants d'une vaste zone de la ville et ensuite la poche même de l'entreprise, qui a ajouté hier 23 000 pesos d'amende aux 20.000 déjà reçus lundi, premier jour de concession, pour "de non accomplissement du service".

Mardi à l'aube, la Commission du Secrétariat de l'Environnement qui se charge de vérifier que les rues soient propres, s'est fait accompagner de greffiers pour qu'ils fassent foi des observations des fonctionnaires.

Si le retard dans le ramassage se renouvelle, Cliba va-t-elle encourrir la "répétition de fautes légères", qui peuvent devenir une "faute grave". Sachant que la répétition de fautes graves peut être un motif de résiliation du contrat.

Les habitants touchés par l'absence de ramassage des poubelles sont ceux du centre ville, San Telmo, Constitucion, Barracas, Balvanera, Almagro, Once, la Faculté de Médecine, Retiro, Barrio Norte, Recoleta et Palermo. Ils se sont tournés, comme cela s'est produit lundi, vers les Centres des Gestion et Participation des quartiers pour dénoncer l'accumulation de sacs poubelle qui n'ont pas été enlevés par le service de nuit.

Le secrétaire en charge de la Production, Tourisme et Environnement de la capitale, Eduardo Epszteyn, a affirmé que "quatre des cinq zones ont fini normalement leur travail de ramassage à l'heure", soit à 6 h. du matin. Il restait la Zone un, entre les mains de Cliba, encore ternie par les ordures. "À midi on voyait encore en ville circuler ses camions", remarque-ton au secrétariat.

La question est de savoir pourquoi la seule entreprise qui ne s'adapte pas au nouveau contrat est Sita-Cliba, qui travaille à Buenos Aires, pratiquement dans la même zone et depuis sept ans. En revanche, les quatre autres entreprises ont hier rempli leur service dans des temps acceptables. Depuis le secrétariat de l'Environnement, on considère que le comportement de l'entreprise "est paradoxal, parce qu'on lui a restreint" la zone assignée.

Du côté du Syndicat de Camionneurs on suggère que les problèmes tiendraient à un conflit syndical naissant, étant donné les nouvelles exigences des entreprises. Toutefois, le porte-parole de Cliba, Gabriela Ananía, a écarté l'existence d'un conflit et a expliqué que "tout en assurant le service, nous dialoguons avec le syndicat pour

terminer la re-conception des tâches opérationnelles, en accord avec les besoins apparus dans la nouvelle concession". Au Secrétariat de l'Environnement on a aussi écarté cette possibilité : "nous ne sommes pas au courant de l'existence d'un conflit". Et du côté du Syndicat de Camionneurs il n'y a pas d'information sur ce point.

Le directeur de Cliba, Marcos Taylor, a déclaré "nous savons les inconvénients que la situation provoque aux habitants de la ville, et c'est pourquoi nous travaillons sans interruption pour rétablir la qualité du service à court terme". Et il a continué : "Nous faisons des excuses pour cette situation involontaire qui est la responsabilité exclusive de l'entreprise, l'administration de la ville n'ayant aucune responsabilité sur ce sujet". Par ailleurs, Cliba a essayé "de tranquilliser les habitants qui bénéficient de ses services" et il leur a assuré que "on dispose des moyens nécessaires pour garantir le fonctionnement du service".

Pour son service, Cliba perçoit 5.527.891,38 de pesos par mois. Pour sa première facture, elle devra déduire jusqu'à présent 43 000 pesos, pour les deux jours de travail "lent", comme l'observé le secrétariat. "Demain (ndlr : mardi 23/02/2005), l'inspection de 5 h sera en compagnie des greffiers, qui vont prendre acte du niveau de propreté des rues. C'est une étape administrative, parce que s'ils continuent demain sans résoudre le problème on peut commencer à considérer que c'est une répétition de fautes légères, qui donnent lieu à l'ouverture d'un dossier pour faute grave.

L'accumulation de fautes graves permet d'annuler le contrat", dit-on au secrétariat à l'Environnement. Mais il est prévu que "il faut avant aller pas à pas. Ce n'est pas quelque chose que l'on fait d'un jour à l'autre capricieusement". Pour établir une faute grave on mesure aussi "la relation entre la demande et la réponse" de l'entreprise pour nettoyer les lieux réclamés. En ce sens, on estime que "jusqu'à présent, la réaction de Cliba est lente".

**Traduction pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi